

ACTION URGENTE

VIÊT-NAM. UNE MANIFESTATION DE MEMBRES D'UNE MINORITÉ VIOLEMMENT RÉPRIMÉE

Une manifestation spontanée de membres de la minorité ethnique et religieuse Ede le 14 juillet 2016 dans la région montagneuse du centre du Viêt-Nam a été violemment réprimée. Quelque 20 manifestants ont été blessés. Au moins sept manifestants ont été arrêtés et sont détenus au secret. Il est à craindre qu'ils soient victimes d'actes de torture et de mauvais traitements.

Le 14 juillet 2016, une vaste opération policière a été lancée dans le village d'Ea Enao (Buôn Ma Thuôt, province de Đắk Lắk, Viêt-Nam) afin d'arracher les cultures plantées par la population locale sur une surface d'environ 100 hectares. L'opération aurait été lancée en amont de la vente anticipée de ces terres – qui sont les terres ancestrales des membres de la minorité ethnique et religieuse Ede qui habitent le village – à une société privée. En réponse à cette opération, une manifestation spontanée a eu lieu, réunissant environ 400 villageois. Celle-ci a été rapidement et violemment réprimée par une vaste opération des forces de police qui aurait rassemblé plus de policiers qu'il n'y avait de manifestants.

Amnesty International a recueilli des informations selon lesquelles des dizaines de manifestants ont été frappés. Une femme enceinte a été électrocutée à l'aide d'une matraque électrique. Plus de 20 villageois avaient besoin de soins médicaux, mais les centres de soins et les hôpitaux de la région les ont refusés. Au moins sept manifestants ont été arrêtés et sont actuellement détenus au secret dans un lieu inconnu. Amnesty International a confirmé les noms de cinq des personnes arrêtées : H Nuen Adrong, Y Pina Nie, Y Som Hwing, Y Tluk Hwing et Y Nai Nie.

Un dispositif de police conséquent se trouve toujours à proximité du village, et des militaires sont stationnés dans la ville voisine de Buôn Ma Thuôt. Amnesty International a été informée que la police avait convoqué des habitants qui avaient utilisé Facebook pour partager des informations et des images en lien avec la manifestation afin de les interroger. Les personnes qui ont utilisé des médias sociaux à ces fins risquent des amendes allant de cinq à 10 millions de dongs (de 225 à 450 dollars des États-Unis).

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en vietnamien ou dans votre propre langue :

- demandez-leur de mettre fin à la répression des manifestations de villageois de la minorité Ede et de respecter pleinement les droits aux libertés de réunion pacifique et d'expression, y compris sur Internet ;
- demandez-leur de libérer immédiatement et sans condition toutes les personnes arrêtées pour avoir exercé leur droit de réunion pacifique. Demandez-leur également de veiller à ce que les personnes arrêtées et inculpées d'infractions dûment reconnues par la loi puissent voir leur famille et les avocats de leur choix conformément aux normes internationales, et à ce que ces personnes bénéficient de tous les soins médicaux dont elles pourraient avoir besoin ;
- demandez aux autorités de mettre fin immédiatement à l'arrachage de cultures sur les terres ancestrales appartenant au peuple Ede, et de veiller à ce que celui-ci soit en mesure de donner son consentement librement et de manière éclairée avant tout projet d'aménagement ou de construction sur ces terres, conformément aux normes internationales.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 2 SEPTEMBRE 2016 À :

Ministre de la Sécurité publique

Minister of Public Security To Lam

44 Yet Kieu Street, Hoan Kiem district

Ha Noi, Viêt-Nam

Courriel : via

<http://www.mps.gov.vn/web/guest/contact>

_english

Formule d'appel : Dear Minister, I

Monsieur le Ministre,

Bureau permanent des droits humains du

Viêt-Nam

Dr. Nguyễn Thanh Sơn, Director General

6 Chua Mot Cot St., Ba Dinh District,

Ha Noi, Viêt-Nam

Fax : +84 (04) 37347181

Courriel : pplan76@yahoo.com

Formule d'appel : Dear Director

General, I Monsieur,

Conseil provincial de Đắk Lắk

Y Bier Nie, Chairman of the Provincial

People's Council of Đắk Lắk

8 Mai Hac De Street,

Buôn Ma Thuôt,

Đắk Lắk province, Viêt-Nam

Fax : +84 (08) 050557

Formule d'appel : Dear Chairman, I

Monsieur,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Viêt-Nam dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

VIÊT-NAM. UNE MANIFESTATION DE MEMBRES D'UNE MINORITÉ VIOLEMMENT RÉPRIMÉE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Les Ede sont une minorité ethnique et religieuse du Viêt-Nam qui pratique le christianisme. Ils vivent principalement dans le centre du pays, dans les provinces de Đắk Lắk et de Gia Lai. Les minorités ethniques et religieuses de la région montagneuse du centre du Viêt-Nam sont persécutées par les autorités du pays. Des spoliations de terres à grande échelle ont été signalées, mais il est difficile de confirmer ces informations en raison de fortes restrictions du droit de circuler librement et de la liberté d'expression dans les zones concernées. Les pratiques religieuses des minorités sont étroitement surveillées et fermement contrôlées. Les personnes appartenant à ces minorités font souvent face à des difficultés pour déclarer des activités religieuses auprès des autorités et pour obtenir des autorisations en vue d'organiser de telles activités, même si elles appartiennent à des confessions reconnues officiellement.

Un rapport d'Amnesty International intitulé *Des prisons à l'intérieur des prisons : la torture et les mauvais traitements des prisonniers d'opinion au Viêt-Nam* a récemment mis en évidence des faits de torture et de mauvais traitements commis sur des prisonniers d'opinion. Ce rapport aborde notamment le cas de prisonniers d'opinion provenant de minorités ethniques, dont un était Ede, pour lesquels Amnesty International a rassemblé des informations sur des disparitions forcées, des périodes prolongées en détention au secret et à l'isolement, et des périodes de plusieurs mois pendant lesquels les victimes étaient soumises à des séances de torture quotidiennes, notamment des passages à tabac, allant souvent jusqu'à la perte de connaissance. Le rapport souligne la façon dont, dans un grand nombre de cas, le traitement est pire durant la période qui suit directement l'arrestation, puisque les autorités cherchent à contraindre la victime à faire des « aveux » afin de pouvoir étayer une condamnation lors du procès. Pour plus d'informations, consultez la page : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa41/4187/2016/en/>.

Noms : H Nuen Adrong (f), Y Pina Nie (h), Y Som Hwing (h), Y Tluk Hwing (h), Y Nai Nie (h) et d'autres membres de la minorité ethnique et religieuse Ede

Hommes et femmes

